

REPUBLIQUE FRANCAISE

SERVICES DU PREMIER
MINISTRECréation de poste Remplacement de poste

Le 30 août 2021

Autre à préciser (justificatif)

A compter du 1^{er} novembre 2021**FICHE DE POSTE**

Auprès :	Secrétariat général du Gouvernement	
Lieu de travail :	Service de la législation et de la qualité du droit 58 rue de Varenne – 75007 Paris	
Catégorie :	A	Classement RIFSEEP : Groupe 3 Code poste RENOIRH : SP00001615
Intitulé du poste :	Chargé d'évaluation au sein du secteur de l'évaluation préalable et des procédures consultatives (F/H)	
Corps/grade : <input checked="" type="checkbox"/> ouvert aux contractuels	Attaché(e) d'administration de l'Etat ou équivalent CDD d'un an	
Présentation du service :	<p>Dans le cadre de la mission générale d'animation et de coordination des travaux interministériels qu'exerce le secrétariat général du Gouvernement, le département de la qualité du droit contribue à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la responsabilisation des décideurs publics en matière de production normative, en coordonnant les travaux d'évaluation préalable des impacts prévisibles des projets de loi et des projets d'actes réglementaires ; - la mise en œuvre de la politique de simplification des textes réglementaires et des instances consultatives ; - l'accompagnement des ministères pour l'élaboration et la qualité légistique des normes, en diffusant de bonnes pratiques en matière de conception et de rédaction des textes législatifs et réglementaires ; - l'organisation du pilotage interministériel des réponses apportées par les services de l'Etat aux contentieux formés à l'encontre des actes pris par le Premier ministre. 	
Position du poste dans l'organisation :	<i>N+1 : chef du secteur de l'évaluation préalable et des procédures consultatives.</i> <i>N+2 : chef du département de la qualité de droit.</i>	
Missions et activités du titulaire du poste :	<p>Au sein du secteur de l'évaluation préalable et des procédures consultatives composé de 5 agents, les activités principales sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - superviser et apporter un soutien méthodologique aux ministères concernant l'évaluation préalable des projets de texte législatif (études d'impact) et réglementaire (fiches d'impact) ; - consolider les impacts économiques des textes examinés par le secteur en procédant le cas échéant à des analyses statistiques (tenue des compteurs économiques des normes) ; - mettre en œuvre la politique de simplification du flux des normes nouvelles (« deux pour un », examen de proportionnalité pour les professions réglementées) ; - gérer les saisines en urgence et en extrême urgence du conseil national d'évaluation des normes (CNEN) ; 	

	<ul style="list-style-type: none"> - animer ponctuellement des formations à l'évaluation préalable dans les ministères, les instituts régionaux d'administration (IRA) et à l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE) ; - contribuer à l'élaboration de l'annexe au projet de loi de finances initiale relative aux instances délibératives ou consultatives placées auprès du Premier ministre ou des ministres et suivre, plus généralement, l'ensemble des commissions administratives ; - assurer la publication des circulaires sur Légifrance et le référencement des procédures de consultation dématérialisée du public ; - participer aux travaux menés par l'OCDE et l'Union européenne en matière d'évaluation préalable et de qualité de la réglementation.
Spécificités du poste :	<p>Le poste requiert du candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de solides connaissances en droit public et économie politique ; - une compréhension du fonctionnement des administrations centrales ; - une forte capacité d'analyse, d'anticipation, d'organisation et de rigueur ; - des qualités rédactionnelles, d'expression orale et relationnelles ; - de savoir faire preuve d'adaptabilité et de réactivité - une capacité à lire, rédiger et discuter en anglais dans un cadre professionnel. <p>Les sujétions fortes du poste, liées au travail du Gouvernement, parfois dans un contexte d'urgence, en lien avec le cabinet du Premier ministre et les chargés de mission du SGG, nécessitent une disponibilité certaine et un investissement personnel pour respecter des délais impératifs.</p> <p>Cet emploi conviendrait à une personne ayant le goût du travail interministériel, pouvant apporter des compétences en termes d'analyse économique des politiques publiques, et faisant preuve de discernement dans le cadre de dossiers gérés en appui au cabinet du Premier ministre.</p>
Profil recherché	<p><u>Savoir-faire</u> : rédaction ; esprit de synthèse et d'analyse ; anticipation ; travail en équipe ; dialogue et communication.</p> <p><u>Savoir-être</u> : sens de l'organisation ; dynamisme ; autonomie ; conduite du changement ; capacité à mobiliser ; goût pour l'animation de réseau.</p>
Personnes à contacter : Candidature à adresser par courriel	<p>N+1 : M. Guillaume FRÊCHE Chef du secteur de l'évaluation préalable et des procédures consultatives Tél : 01 42 75 71 83 Courriel : guillaume.freche@sgg.pm.gouv.fr</p> <p>N+2 : M. Gabor ARANY Chef du département de la qualité du droit Tel : 01 42 75 75 28 Courriel : gabor.arany@sgg.pm.gouv.fr</p>

Les services du Premier ministre sont engagés dans une politique active en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle et du handicap

A ce titre, le ou la candidat(e) ne doit indiquer aucune information personnelle (âge, situation de famille, photographie) sur sa candidature.

Nous conserverons, pour une durée de deux ans, l'ensemble des éléments que vous nous avez transmis afin de vous faire part d'opportunités futures susceptibles de vous intéresser.